

Identité, intégration, assimilation, immigration maghrébine : « France qu'est-ce qu'elle t'a fait ma gueule ? »

Alors que le conflit israélo-palestinien est à son paroxysme au Proche-Orient, le débat se cristallise à nouveau en France, ravivant des controverses autour de personnalités publiques françaises de confession musulmane. C'est ainsi que Karim Benzema se retrouve au cœur des attaques menées à la fois par le polémiste d'extrême-droite Éric Zemmour et le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin. Quant à l'ancien Premier ministre, Alain Juppé, pourtant un ancien fidèle de Jacques Chirac, il ne va pas hésiter à s'en prendre de manière plus large à la communauté musulmane de France. Sur Radio J, il va indiquer :

« Est-ce qu'il y a une forme d'islam qui est compatible avec la République ? Je veux encore le croire. Parce que si la réponse est non à cette question, cela veut dire qu'il y a 4 à 5 millions de Français musulmans qui n'ont pas la place chez nous. Et on ne peut pas l'accepter »

Certes, la cause palestinienne bénéficie d'un large écho parmi les personnes issues de l'immigration maghrébine ; mais cela justifie-t-il que les débats conduisent systématiquement à généraliser ou stigmatiser une communauté entière en raison des actions de quelques-uns. A chaque événement dramatique lié aux exactions de terroristes islamistes, il est demandé aux Français issus de l'immigration maghrébines de déclarer leur engagement à respecter les principes républicains, notamment la laïcité. Musulmans ou non, leur faciès suffit à ce qu'ils fassent l'objet de discriminations. D'ailleurs, la primo-romancière Salma El Moumni écrira à ce sujet : « *la vie en France se résume à être arabe sans le paraître* », traduisant ainsi tout le malaise franco-français à accepter que des Français puissent être de confession musulmane.

C'est dans ce contexte que s'est tenue le lundi 9 octobre, à la cinémathèque Robert Lynen de Paris, une table ronde littéraire, organisée dans le cadre de la Société civile des auteurs multimédia (SCAM) et au titre quelque peu provocateur : « *France, qu'est-ce qu'elle t'a fait ma gueule ?* ».

Étaient invitées trois auteures au parcours différent mais unies à travers l'écrit pour dénoncer l'impact du délit de faciès sur les Français issus de l'immigration maghrébine. Chacune dans son style, et grâce à leur expertise en santé mentale, en psychologie ou encore en philosophie, a su retranscrire cette vérité qui rampe depuis des décennies et met à mal notre vivre ensemble.

Héla Saïdi est née en France de parents tunisiens. De brillantes études, elle est aujourd'hui une experte scientifique reconnue dans son domaine. *Vie Révée – faut-il vivre sa vie ou la rêver ?* - (Ilions Edition) est son premier roman où elle dresse le portrait d'une femme qui veut s'affranchir de tout pour vivre libre malgré les contraintes de sa famille et de son pays, la France. Frappée par la violence d'un islam radical qui n'a pas grand-chose en commun avec la religion qu'elle connaît, l'auteure a souhaité fournir en réponse à la barbarie des terroristes un « **message d'amour, de tolérance et d'acceptation de l'autre, aussi différent soit-il** ». En 2020, elle fonde un groupe de réflexion la France Démocrate, rassemblant des citoyens désireux de faire avancer une France unie vers un avenir commun et meilleur. Elle collabore dans de nombreux articles en relation avec la santé, la protection de l'enfance ou encore les valeurs humanistes.

Sakinna Boukhedenna, née également en France, son parcours est multiple. Aide-soignante, elle décide de reprendre des études et passe son bac à quarante ans. L'écriture est cathartique dès son plus jeune âge, à quinze ans elle commence à écrire son livre *Nationalité : immigrée*, qu'elle publiera en 1985 aux éditions l'Harmattan. Elle retourne en Algérie y vit pendant cinq ans et c'est la désillusion. Retour en France dans des conditions très difficile mais se battre est sa devise. Dans son livre *Une Femme de Ménage Particulière* (Nombre 7 Éditions), de la colère elle est passée au réalisme en sachant mettre une pointe d'humour face à l'absurdité du monde. On retiendra de ses deux ouvrages un parcours lourdement impacté par le racisme vécu de part et d'autre de la Méditerranée, résultant alors à une crise identitaire

qu'elle exorcisera finalement grâce à l'écriture. Les mots sont forts, crus, à la hauteur du mal-être et de la souffrance engendrés par une identité longtemps restée confuse.

Fatma Bouvet de la Maison Neuve est arrivée en France à l'âge adulte et a toujours sa nationalité tunisienne. Médecin psychiatre et membre du Conseil économique, social et environnemental, elle est témoin chaque jour de la santé mentale des personnes d'origine étrangère, des discriminations et pointe l'urgence de dialoguer des deux côtés de la Méditerranée. Plusieurs livres à son actif, dont *Une arabe en France* (Éditions Odile Jacob) où elle narre son expérience auprès de sa patientèle mais aussi les anecdotes qui parcourent sa vie en y mettant des piques d'humour qui en disent beaucoup.

Aujourd'hui, il n'est plus permis de nier le délit de faciès dont sont victimes les personnes issues de l'immigration ou tout simplement parce qu'elles ont la peau noire, et ce bien que la mesure des discriminations racistes demeure difficile en l'absence de statistiques réalisées sur les catégories ethno-raciales en France. Il est important de rappeler qu'en novembre 2016, l'État français fut condamné dans trois dossiers pour des contrôles d'identité « au faciès ». Même si cette condamnation a été rendue possible uniquement par l'impossibilité de l'administration de démontrer, soit l'absence de discrimination, soit une différence de traitement justifiée par des éléments objectifs, elle a constitué une véritable prise de conscience dans l'opinion publique. Toutefois, il a fallu attendre les deux « testings » menés par l'association SOS-Racisme en 2019 et 2022 pour objectiver les pratiques discriminatoires dans le cadre de l'embauche et dans l'accès à la location immobilière. A CV égal, un nom nord-africain avait jusqu'à 20% de chances de moins d'être recontacté après avoir répondu à une annonce auprès d'une entreprise ; et ce chiffre passe même à 30% pour les candidatures spontanées. Pour les locations, immobilières, l'enquête indiquait que près d'une agence sur deux acceptait d'exclure les profils « *arabe et noir, afin d'éviter les problèmes de voisinage* ». Malgré l'illégalité de ces pratiques, une certaine impunité perdure du fait de la difficulté pour ceux qui en sont victimes de prouver les discriminations dont ils font l'objet.

Pour contrecarrer ces discriminations, des stratégies dites de « neutralisation » ont été avancées par l'État dont la fameuse loi pour l'égalité des chances en 2006 (loi n° 2006-396). Bien que cette loi offrît des nouveaux outils pour lutter contre les discriminations et promouvoir la diversité comme la mise en place du CV anonyme dans les entreprises de plus de 50 salariés, l'expérimentation montra que l'effacement formel de l'adresse n'était pas suffisant pour limiter cet effet. Plus grave, le rapport final du CREST (*Centre de Recherche en Économie et STatistique*), édité en 2011, montra à la grande surprise de tous que l'anonymisation joua même contre les candidats vus comme issus de l'immigration et/ou résidant sur un territoire stigmatisé (zones urbaines sensibles - ZUS, villes bénéficiant de contrats urbains de cohésion sociale - CUCS). Pour ces derniers, la suppression du bloc « état - civil » sur le CV avait accru la difficulté des candidats à accéder à un entretien (d'une chance sur 10 à 1 chance sur 22, alors que le groupe de référence passe, avec l'anonymisation, d'une chance sur 8 à 1 chance sur 6).

L'économiste Stéphane Carcillo ou la spécialiste des questions sociales Marie-Anne Valfort soulignent que les Français issus de l'immigration maghrébine affrontent des comportements discriminatoires liés à leurs origines non seulement durant leurs études mais aussi sur leur lieu de travail, ce qui finit par miner la cohésion sociale. En effet, il est établi que les ruptures d'égalité transforment les comportements de tous ceux qui appartiennent au groupe des personnes discriminées. En 2022, l'étude menée par l'Observatoire national des discriminations et de l'égalité dans le supérieur (Université Gustave-Eiffel) montre que les jeunes cadres interrogés continuent à souffrir de discriminations et témoignent tous d'un souci permanent de faire oublier leurs origines pour se fondre dans leur nouvel environnement et tenter ainsi de déjouer les préjugés, sans toutefois y parvenir pleinement. Dans son livre *Nationalité : Immigrée*, Sakinna Boukhedenna revient sur son enfance dans les années 60 et sa scolarité gâchée par un racisme assumé et affiché dont certains de ses professeurs d'école usaient pour la violenter elle et les autres élèves d'origine maghrébine. Il faut souligner que ce type de témoignage existe peu dans la littérature ou dans les livres d'histoire. Selon l'auteure, les relations difficiles entre la France et l'Algérie à cette époque seraient à l'origine de cette violence exercée en milieu scolaire. Les nombreuses humiliations et corrections infligées vont contribuer peu à peu à son décrochage scolaire. Elle quittera l'école sans aucun diplôme en poche. Ce n'est qu'à l'âge de 40 ans qu'elle va reprendre ses études et obtenir son bac, une belle revanche qu'elle explicite dans son second livre « *Une femme de*

ménage particulière ». Même si on y découvre que c'est son goût pour la lecture, la littérature et la philosophie qui la sauva, on mesure tout de même ô combien ces violences subies tôt durant l'enfance ont eu des conséquences psychologiques désastreuses sur sa vie entière de femme.

Que des troubles en santé mentale liés à l'identité soient retrouvés chez les Français issus de l'immigration maghrébine ne surprend aucunement la psychiatre Fatma Bouvet de la Maisonneuve. Cela n'est pas sans rappeler la thèse soutenue par Isabelle Durand – Pilat en 1999 qui traitait déjà de la question de l'identité chez les adolescents maghrébins de seconde génération, montrant qu'à cet âge critique où l'adulte en devenir apprend à se différencier et à se construire, la crise d'adolescence chez les jeunes maghrébins se retrouve exacerbée, avec des repères identificatoires moins stables, et des troubles de l'identité plus fréquents. Fatma Bouvet de la Maisonneuve explique ainsi voir affluer dans son cabinet des hommes et des femmes, se plaignant ouvertement des discriminations liées au faciès et de leur impact sur leur vie sociale et professionnelle. Se sentant réduits à leurs origines et soumis à une injonction permanente de devoir choisir une culture par rapport à l'autre et de répondre aux stéréotypes que l'on a définis pour eux, les maghrébins vont réagir de trois façons très différentes : quitter la France, ignorer/accepter ces discriminations en continuant à vivre tant bien que mal en France ou refuser ces discriminations en tentant d'imposer leur différence à la majorité. Ce sont ces derniers qui vont alors servir de prétexte aux politiques de tous bords pour alimenter les polémiques sur les musulmans de France, confondant les origines maghrébines avec la religion. Le maghrébin devient forcément le musulman, puis, de l'islam un glissement va se produire vers l'islamisme pour aboutir au terrorisme. Malgré les nombreuses prises de positions de personnes publiques, politiques ou non, rappelant que la religion est à distinguer de l'idéologie terroriste, force est de constater qu'au niveau politique se pose régulièrement la question de la compatibilité de l'islam avec les valeurs républicaines françaises. Selon Héla Saïdi, cette question s'est imposée dans le débat public par suite des demandes de plus en plus pressantes d'une minorité de Français de confession musulmane qui refuse l'invisibilisation de l'islam tant voulue par l'extrême-droite. Pour l'auteure, les revendications de cette minorité de Français de confession musulmane résulte d'un effet boomerang en réaction aux discriminations et aux stéréotypes et préjugés négatifs vis-à-vis de l'islam. Ces Français se sont mis à revendiquer une identité que l'on pourrait qualifier d'ethnolinguistique, c'est-à-dire une identité collective se rapportant en réalité à un besoin de se rapprocher des siens et de faire partie d'une entité sociale. Le plus surprenant est que ces Français issus de l'immigration maghrébine et de confession musulmane se sont mis à revendiquer une religion qui n'a pourtant rien à voir avec celle de leurs propres parents et qui n'a même aucun lien avec celle enseignée dans les universités des pays nord-africains (A. Amin et al, 2008, *Le rôle du sentiment d'exclusion et des perceptions de la société dans le processus d'identification chez les jeunes français issus de l'immigration*). Ces revendications identitaires fortes se sont ainsi traduites par une augmentation du port du voile ou de l'abaya en classe. Certains vont même demander que les piscines municipales ne soient plus mixtes. Dans la première partie de son livre *Vie Révée*, Héla Saïdi revient à l'essence même de l'islam et de la place que la femme y occupe. Revenant à la lettre des textes sacrés, et s'appuyant sur des extraits de sourates et de hadiths, l'auteure déconstruit certains préjugés et défend une vision humaniste et progressiste de la religion musulmane, dans la lignée de l'imame Kahina Bahloul. Selon elle, le voile serait un instrument politique et le porter ne reviendrait donc pas à une obligation religieuse. Pour cette raison, on peut légitimement considérer cette revendication d'une identité ethnolinguistique par ces personnes à un repli communautaire dangereux puisqu'il teste sans cesse la robustesse de nos lois et institutions, et remet en cause la laïcité tout en mettant à mal notre vivre ensemble. Pourtant, face à ce repli communautaire, la société française n'a pas encore trouvé la réponse adéquate, faisant naître un sentiment de rejet encore plus violent chez toutes les personnes avec un faciès dit « maghrébin », sans faire aucun distinguo entre ces personnes, qu'elles soient de confession musulmane ou non, françaises ou étrangères. De plus, ce rejet n'est pas sans conséquences puisque certaines vont être tentées d'imputer leurs échecs aux discriminations seules, leur(s) caractéristique(s) stigmatisée(s) devenant ainsi la justification de tous leurs déboires.

Quelles que soient leurs réactions, les Français issus de l'immigration maghrébine sont perçus comme des personnes qui se victimisent et qui doivent avant tout s'intégrer dans la société. Beaucoup, comme Arnaud Lacheret dans son ouvrage « Les intégrés - réussites de la deuxième génération de l'immigration nord-africaine », publié en 2023 aux éditions Le bord de l'Eau, soutiennent que la qualité de français de

naissance ne dispense pas de toute démarche d'intégration. Force est de constater que l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration ne propose un contrat d'intégration républicain qu'aux étrangers. Ce qui est tout à fait understandable puisque l'intégration consiste en soi à amener les étrangers vers la citoyenneté pour qu'ils deviennent des citoyens libres et égaux. En imposant l'intégration aux Français issus de l'immigration maghrébine, ces derniers se retrouvent ainsi face à une contradiction : malgré la possession de papiers attestant de leur appartenance à la communauté française, ils sont victimes d'injonctions régulières leur sommant de s'intégrer, tels des étrangers. La raison ? Ils n'auraient pas les codes. On notera que nulle part ne sont définis ces fameux codes qui semblent leur manquer. Pire, l'assimilation devient un nouvel idéal républicain, un fantasme ni plus ni moins de ceux qui pensent qu'il est bon de demander à une personne qu'elle abandonne une partie d'elle-même pour acquérir une partie qui ne serait pas elle. Il est bon de rappeler :

« On ne transporte pas une culture comme on transporte une valise. Voir les choses comme cela, ce serait tomber dans une réification de la culture, qui n'est en définitive qu'une abstraction. Ce qui se déplace, en réalité, ce sont des individus ; et ces individus, du fait même de leur migration, sont amenés à s'adapter et à évoluer » (D. Cuche, 2012, *Point de vue de l'ethnicité*).

Lorsqu'Éric Zemmour parle d'assimilation intégrale, il souhaite tout simplement gommer toute trace d'altérité dans la société française. Mais, est-ce vraiment une chose à souhaiter à la France, elle qui, comme tant d'autres pays, s'est nourrie et enrichie des vagues d'immigration ?

Quand pourra-t-on en France parler enfin de tout le bien que l'immigration a apporté à notre beau pays ?

La France serait-elle la France sans l'immigration ?

Lors de la table ronde, une citation du livre *Vie Rêvée* d'Héla Saïdi a permis d'aborder les bienfaits que pourraient apporter le métissage dans une société comme celle de la France :

« Lorsque mes yeux découvrirent l'art, ils furent tout de suite éblouis par tant de métissage. Mon œil était sans aucun doute exercé à reconnaître l'étranger dans tout, tant on me faisait ressentir que j'étais différente dans mon propre pays. Par la définition du métissage transculturel, j'en déduisais qu'il est alors aisé d'imaginer tous les bénéfices que notre société pourrait tirer du métissage pour favoriser l'émergence des personnalités, des idées et de la création ».

L'auteure en a profité pour redéfinir dans un premier temps le multiculturalisme et la transculturalité qui sont à différencier du métissage car ces termes ne sont aucunement synonymes même s'ils sont utilisés dans la perspective d'échanges plus respectueux de l'altérité. Le multiculturalisme désigne des cultures multiples présentes dans un même milieu, et le Canada en est le meilleur exemple. La transculturalité représente l'interpénétrabilité des cultures les unes dans les autres, mises sur un même pied d'égalité, sans notion d'effacement de l'une au profit de l'autre et dans une perspective d'hybridation. Quant au métissage, la voie privilégiée par Héla Saïdi, il apparaît lorsque l'hybridation est achevée ; et dans ce cas le processus n'est pas égalitaire puisqu'une culture majoritaire va s'imprégner d'autres cultures pour aboutir à une nouvelle culture commune. L'auteure rappelle que le métissage n'a rien d'accidentel ou de circonstanciel, et s'est produit de tous temps et partout sur le globe terrestre. D'ailleurs la condition humaine - le langage, l'histoire, l'être et le Monde - est rencontre et naissance de quelque chose de différent. Pour elle, nous n'avons pas à revendiquer le métissage mais tout simplement à le reconnaître puisque la pluralité fait déjà partie de la culture française, et cela ne date guère d'aujourd'hui. Il nous suffirait donc d'accepter que l'identité collective ne soit pas stable et définitive mais qu'elle évolue à l'identique de l'identité individuelle, chose bien évidemment que refuse tous ceux qui veulent imposer à tout prix l'assimilation non seulement aux immigrés mais aussi aux Français issus de l'immigration maghrébine. Pourtant, le métissage offre une troisième voie entre l'homogène et l'hétérogène, la fusion et la fragmentation, et plus que tout, entre le modèle visant l'intégration intégrale et celui qui promeut le repli communautariste. Une réponse qui pourrait annihiler le cercle vicieux dans lequel sont pris les Français issus de l'immigration maghrébine (voir la figure ci-dessous). Le métissage s'oppose ainsi à l'uniformisation croissante mais aussi à l'exacerbation des particularités identitaires. Selon Héla Saïdi, le métissage n'est menaçant que pour ceux qui refusent de le reconnaître. Même si cette citation d'Alexis Nouss, tirée de son livre *« Droit à l'exil »* peut être perçue comme une ultime provocation par certains,

il devient de plus en plus évident que « *l'étranger est l'avenir du citoyen* », d'autant plus que c'est déjà une réalité : de nombreux Français issus de l'immigration maghrébine occupent des postes à responsabilité. Il suffit maintenant d'ouvrir simplement les yeux pour réaliser tous les bienfaits du métissage, et pourquoi pas promouvoir une journée nationale de l'immigration ? Les trois auteures ont énoncé à la fin de la table ronde, le vœu qu'un jour soit instaurée une journée dans l'année pour valoriser l'histoire des migrants qui ont tant apporté la France, incluant les maghrébins et soulignant une histoire qui a fait tant de mal des deux côtés de la méditerranée, l'histoire coloniale.

